
La promotion d'un modèle voyageur comme ressource dans la concurrence des services administratifs locaux : la fabrique stratégique de l'Exécution Nationale au Sénégal.

Mélissa Haussaire*¹

¹CERAPS – Université de Lille – France

Résumé

Cette communication s'intéresse à l'Exécution Nationale, une modalité d'administration des projets de développement promue par le conseil des Nations Unies dès 1976 et adoptée de manière proactive par une partie de l'administration sénégalaise dans les années 2000. Cette modalité de gestion de l'aide est un modèle voyageur : promu par les organisations du système des nations unies au niveau international, il doit pouvoir s'appliquer dans tous les pays recevant de l'aide publique au développement. Il est d'abord défini seulement par des grands principes, ce qui permet aux agences locales du PNUD de s'en réclamer alors même que leurs pratiques effectives sont assez différentes.

Au Sénégal, un service du ministère des finances sénégalais s'empare de la notion dans les années 2000. La traduction de la pratique au niveau local permet à ce service de se construire une place centrale dans l'administration sénégalaise, en devenant l'interlocuteur unique des bailleurs de fonds et l'agence de " labellisation " de la pratique. Se posant comme intermédiaire obligé pour la mise en œuvre de la procédure, il précise et diffuse l'exécution nationale à travers des formations et une communication foisonnante, notamment vers les pays voisins, en scénarisant l'expérience sénégalaise comme une " succès story "[1]. Le " NEX ", pour " National Exécution ", passe dans le langage courant des acteurs locaux du monde du développement.

Cette communication s'appuie sur une série d'entretiens menés entre 2012 et 2016 auprès de coordonnateurs de projets financés par différents bailleurs, appliquant ou non l'exécution nationale, des salariés de la Cellule qui promeut ce mode de gestion et des agents du ministère des finances. Croisant ces données avec l'étude de l'abondante documentation produite par le PNUD et par la Cellule, il s'agira d'interroger les transformations que connaît l'exécution nationale au cours de sa diffusion et la place qu'elle occupe dans les luttes internes à l'administration sénégalaise.

En comparant deux périodes de diffusion (avant et après les années 2000) et deux types d'acteurs à des échelles d'action différentes (l'activité du SNU au niveau international et l'activité du service du ministère des finances au niveau national) l'étude permet de montrer les différentes stratégies à l'œuvre dans la diffusion d'un modèle. Finalement, l'étude de la

*Intervenant

circulation du NEX du niveau international, lieu d'élaboration de concepts généraux qui entourent les activités du développement, au niveau national où ils deviennent des procédures concrètes, montre que la diffusion d'un tel modèle repose d'abord sur leur reconstruction en fonction d'intérêts particuliers.

Rapport général du premier atelier régional d'échange sur la modalité " exécution nationale " (NEX), 2012

Mots-Clés: Sénégal administration aide au développement appropriation transfert